

unité départementale des Côtes d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

PLERIN, le 09/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DINAN AGGLOMERATION**

VAL D'ARGUENON  
Zone d'activités Nazareth  
22130 Plancoët

Code AIOT : 0005504237

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2023 dans l'établissement DINAN AGGLOMERATION implanté VAL D'ARGUENON Zone d'activités Nazareth 22130 Plancoët. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection faisait suite à un arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 janvier 2021 en ce qui relève du traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées avant rejet au milieu, des locaux de stockage des déchets dangereux et des moyens de défense extérieurs contre l'incendie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DINAN AGGLOMERATION
- VAL D'ARGUENON Zone d'activités Nazareth 22130 Plancoët
- Code AIOT : 0005504237
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette déchetterie collecte tant des déchets dangereux que non dangereux. De plus, elle assure le broyage des déchets verts déposés.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites données à l'AP de Mise en Demeure du 07/01/2021 ;
- suite donnée à l'observation 2020-1 du courrier du 05/10/2020 (demande d'antériorité) ;
- implantation de l'aire de stockage de déchets en présence de broyage

- gestion des déchets végétaux
- cuvettes de rétention
- chutes et collisions

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Un récupérateur contient quelques fusées de détresse ; aux dires de l'exploitant, ces éléments sont très majoritairement déposés de manière à ce que l'employé ne puisse s'en apercevoir immédiatement (recoins de la déchetterie ; parmi des déchets verts...). Il en va de même pour les bouteilles de gaz, les extincteurs et les pneumatiques usagés ; ces derniers pouvant être déposés devant la déchetterie hors horaire d'ouverture.

L'exploitant envisage de déposer un porter-à-connaissance intégrant le réaménagement de 4 quais, l'intégration du bassin de rétention, la mise en place d'un local "ré-emploi" et d'un stockage de gravats. Il compte en profiter pour fournir le détail du broyage de déchets verts.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Stockage déchets verts	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Implantation - Aménagement	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.7 (Annexe)	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Prévention	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Démarche administrative	Autre du 05/10/2020	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvements, consommation d'eau et collecte des effluents	AP de Mise en Demeure du 07/01/2021, article 2	/	Sans objet
2	Généralités	AP de Mise en Demeure du 07/01/2021, article 3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Dispositions de sécurité	AP de Mise en Demeure du 07/01/2021, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé les travaux nécessaires permettant de proposer la levée de la mise en demeure du 07/01/2021.

Pour autant, la gestion du site présente des défaillances, des dysfonctionnements qu'une collectivité ayant en charge les déchets doit pouvoir régler aisément sous réserve de mettre en place des moyens organisationnels et financiers à hauteur des enjeux.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prélèvements, consommation d'eau et collecte des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/01/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales (art 32- arrêté du 26 mars 2012)
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.
<b>Constats :</b> Un bassin de rétention se trouve dorénavant connecté à la plateforme de la déchetterie. Il commence à être envahi par de la végétation. L'exploitant a pu présenter un plan indiquant la présence d'un débourbeur-déshuileur installé en amont de ce bassin et ce depuis la fin du 1er semestre 2022.  > L'exploitant fournira le plan d'implantation du débourbeur-déshuileur et du bassin de rétention . il y joindra une explication relative à la circulation des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ; en particulier en ce qui concerne la mise en place du shunt et l'usage des bouches inférieure et supérieure situées latéralement à l'arrivée des eaux. L'exploitant procédera au nettoyage du bassin; la végétation présente limitant la capacité annoncée de 120 m3. De plus un développement racinaire risque de générer un percement de la bâche n'assurant ainsi plus d'imperméabilité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/01/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques des sols (art 12 – arrêté du 26 mars 2012)
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.
<b>Constats :</b> Les matières dangereuses, de type acide ou base, sont dorénavant stockées dans un local de marque DENIOS. Celui-ci, normalisé, comprend tant une ventilation naturelle inférieure que supérieure. Une ventilation mécanique complète le dispositif.  > L'exploitant veillera à ce que la bouche d'aspiration reliée à la ventilation mécanique reste constamment libre afin d'assurer un fonctionnement efficace.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Dispositions de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/01/2021, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Moyens alerte lutte contre l'incendie (art 21 - arrêté du 26 mars 2012)
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;</li><li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m3/h.</li></ul>
<b>Constats :</b> Un poteau normalisé se trouve à proximité immédiate de l'entrée de la déchetterie. Les documents obtenus auprès du fermier, la SAUR, et fournis par l'exploitant indiquent un débit de 60m3/h ; 2,2 bars.  > L'exploitant s'assurera que les caractéristiques fournies initialement restent d'actualité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Démarche administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 05/10/2020
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Demande d'antériorité
<b>Prescription contrôlée :</b> Observation 2020 – 1 : En application à l'article L. 513-1 du code de l'environnement et suite à la parution du décret du 6 juin 2018 modificatif de la nomenclature des installations classées, l'exploitant doit procéder à une demande de bénéfice des droits acquis pour l'exploitation des installations de broyage de végétaux visées à la rubrique 2794 de la nomenclature.
<b>Constats :</b> D'après l'exploitant actuel, Dinan Agglomération, une telle demande d'antériorité aurait été formulée avant 2017 par l'ancien exploitant, la communauté de communes Plancoët-Val d'Arguenon.  > L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées le document évoqué. A défaut, il établira une demande d'antériorité.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation.
<b>Prescription contrôlée :</b> Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des déchets, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m <sup>2</sup> ) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.
<b>Constats :</b> L'exploitant confirme un broyage supérieur à 30 t/j lors de chaque session. Or la limite d'entreposage des déchets verts jouxte la limite séparative.  > L'exploitant devra soit revoir l'implantation de son aire de stockage de déchets verts soit fournir les éléments justifiant que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m <sup>2</sup> ) restent à l'intérieur du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 6 : Stockage déchets verts

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des déchets végétaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Conditions d'entreposage  La hauteur maximale des tas de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres.
<b>Constats :</b> La hauteur du tas de déchets verts s'approche de 6 mètres; le sommet de ce tas touchant même une branche d'un arbre de la propriété voisine.  > L'exploitant doit veiller à ce que la hauteur des différents tas respectent les prescriptions. Il indiquera la méthode choisie (passage plus régulier du broyeur, interdiction de dépôt...) à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 7 : Implantation - Aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.7 (Annexe)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cuvettes de rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage de produits ou déchets liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.  La capacité de rétention doit être étanche aux substances qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.  Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.
<b>Constats :</b> En raison d'un bac de récupération d'huile totalement rempli et pas encore vidangé, un certain nombre de bidons d'huiles sont déposés à même le sol, en l'absence de rétention.  > L'exploitant doit mettre en place une organisation, du matériel... permettant d'assurer la rétention des produits ou déchets liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



**N° 8 : Prévention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, chutes et collisions.
<b>Prescription contrôlée :</b> La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.
<b>Constats :</b> La partie basse du quai sert d'accès aux aires de dépôt de gravats et de déchets verts.  > L'exploitant doit interdire, par tout moyen à sa convenance, l'accès à la partie basse du quai, où sont manipulés les contenants.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois